

Gestion des risques

Naufragé de nouveau ? Les effets du tsunami sur le patrimoine maritime au Sri Lanka

par Robert Parthesius

Grâce à sa position stratégique entre l'Arabie et l'Asie, le Sri Lanka est un carrefour naturel de routes maritimes, centre d'échanges commerciaux et culturels depuis des temps anciens. L'histoire maritime du pays et les richesses archéologiques de ses côtes laissent penser que ses fonds marins doivent aussi recéler des merveilles comparables. Depuis le début des années 1990, une équipe internationale sri lankaise, composée d'archéologues maritimes, d'historiens et de conservateurs de musée, mène des recherches dans la baie de Galle et dans les abondantes archives du Sri Lanka et des Pays-Bas. Des études sous-marines ont révélé un nombre impressionnant de sites patrimoniaux, datant du XIII^e siècle jusqu'aux temps modernes. Au fur et à mesure se constituait une collection, véritable coupe transversale du riche passé maritime du Sri Lanka.

> A partir de l'an 2000, ces activités se sont quelque peu institutionnalisées avec la formation d'une unité archéologique maritime (MAU, Maritime Archæological Unit) et d'un laboratoire de conservation sous le patronage du Mutual Heritage Centre du Sri Lanka. Parrainé par le Fonds culturel des Pays-Bas, le centre est géré par le Central Cultural Fund en coopération avec le Musée historique d'Amsterdam, l'université d'Amsterdam et le Western Australian Museum.

L'objectif principal étant de renforcer les compétences du Sri Lanka à gérer son patrimoine maritime et de constituer une collection pour le nouveau National Maritime Museum.

> C'est grâce au projet de fouilles de l'*Avondster*, navire européen East-Indiaman, situé dans la baie de Galle, que ces buts ont pu en définitive être atteints. Navire anglais à l'origine, l'*Avondster* fut pris et transformé par les Hollandais, puis, après une longue carrière de navigation hauturière, relégué au cabotage. Il fit naufrage en 1659 alors qu'il est à l'ancre dans le port de Galle. Plus que l'identité du vaisseau, c'est l'état physique du site qui a déterminé le choix de l'*Avondster* pour mener les fouilles. En 1993, le site est placé sous surveillance après la découverte de l'épave. Lorsqu'il apparaît clairement que celle-ci est dangereusement exposée aux variations de la dynamique des fonds, un projet archéologique de sauvetage est mis sur pied pour préserver cette importante pièce de collection. De 2001 à la fin 2004, de nombreuses parties du vaisseau sont fouillées, des collections constituées et des préparatifs effectués en vue d'ouvrir fin 2005, une première galerie au National Maritime Museum de Galle. Le programme connaît un tel succès lors de la conférence de l'UNESCO sur la *Convention pour la Protection du patrimoine culturel sub-aquatique* (2001), tenue à Hong-Kong du 18 au 20 novembre 2003, qu'on décide de créer, avec l'appui du MAU, basé à Galle, un centre de formation régional (Asie/Pacifique) de l'UNESCO pour la conservation et la gestion des sites archéologiques subaquatiques.

> Hélas, le 26 décembre 2004, quelques jours seulement après la fin des fouilles de l'*Avondster*, les locaux du MAU et le National Maritime

Museum de Galle sont détruits par le tsunami. Heureusement, la totalité des membres de l'équipe survit au raz-de-marée, mais une grande partie des collections historiques et de l'équipement est perdue. Force est de constater que malheureusement, tous les efforts déployés pour sauvegarder cette importante collection historique ont été réduits à néant avec la perte de la plupart des objets récupérés. Les objets restés sur l'épave sont peut-être, et de façon paradoxale, maintenant mieux conservés qu'auparavant grâce à l'épaisse couche sédimentaire déposée par le tsunami.

> Après une formation intensive aux techniques archéologiques et à la conservation, menée depuis 1998, le personnel du MAU a élaboré un programme

de suivi, de gestion et de présentation concernant d'autres aspects du patrimoine maritime à Galle. En dépit de la catastrophe humanitaire insondable qui s'est déroulée sous leurs yeux et de la perte irrémédiable de leurs installations, l'esprit et l'enthousiasme de ce groupe de jeunes professionnels demeurent intacts. Ils sont résolus à ce que l'avenir de cette nouvelle discipline, par conséquent leur propre avenir, ne soit pas balayé par le tsunami.

> Immédiatement après la catastrophe, un réseau international s'est mis en branle pour rassembler les équipements, les fonds et les compétences nécessaires. Près de trois mois après la destruction des instal-

lations, l'équipe est à nouveau reconstituée, prête à reprendre ses activités. Le nouveau bâtiment du MAU a ouvert officiellement ses portes le 24 mars. Une première présentation du patrimoine maritime est prévue dès 2006, en attendant la restauration de l'entrepôt hollandais et l'établissement du nouveau Maritime Museum.

> Quasiment aucune fouille archéologique, aucune collection muséale ne sont à l'abri des risques et des dangers de dégradation. Quelle ironie de penser qu'après des siècles, la mer a pris pour la deuxième fois une collection jadis formée par un naufrage. Nous avons réussi à abriter la collection en lieu sûr, mais le restera-t-il ? Le site de l'épave, apparemment épargné par le tsunami, pose la question de la sécurité des lieux. Au bout du compte, le sort de ces objets repose entre les mains des jeunes professionnels qui veilleront à sauvegarder la collection où qu'elle soit, pour les générations à venir. Étant donné leur désir de montrer au monde la riche histoire maritime du Sri Lanka, on peut espérer que ce patrimoine échappera à la plus lourde des menaces pesant sur lui : les chasseurs de trésors qui lui font courir un risque plus grand que n'importe quelle catastrophe naturelle.

Contact : Robert Parthesius, Directeur, Projet Avondster
Amsterdams Historisch Museum
Tél. +31 (0)20 5231807 - <http://cf.hum.uva.nl/galle/>

Activités de l'ICOM pour la protection des musées dans les situations d'urgence

par **Cristina Menegazzi**

Responsable des activités de programme, ICOM Secrétariat

L'ICOM a investi du temps et de l'énergie pour élaborer des activités destinées à partager nos compétences en matière de gestion des risques liés au patrimoine culturel.

ICOM - Partenaire du Comité International du Bouclier bleu (ICBS)

> Le Bouclier bleu est le symbole choisi par la *Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé* (La Haye, 1954) pour marquer les sites culturels à protéger en cas d'attaque ou de conflit armé. C'est aussi le nom d'un Comité international créé en 1996 pour protéger le patrimoine culturel mondial mis en péril par les guerres et les catastrophes naturelles. (Voir http://www.unesco.org/culture/laws/hague/html_fr/ et <http://icom.museum/emergency.html>)

> L'ICBS regroupe les musées, les archives, les bibliothèques, les monuments et les sites historiques. Il réunit le savoir, l'expérience et le réseau international de chacune des quatre organisations non gouvernementales agissant en tant que partenaires pour la sauvegarde du patrimoine culturel : le Conseil international des archives (ICA), le Conseil international des musées (ICOM), le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et la Fédération internationale des associations des bibliothécaires et des bibliothèques (IFLA). De plus, l'UNESCO entretient avec l'ICBS une relation de travail, tandis que l'ICCROM est une organisation qui a un statut consultatif auprès de l'ICBS.

> La mission de l'ICBS est d'œuvrer à la protection du patrimoine culturel mondial en coordonnant des actions visant à prévenir et à gérer les situations d'urgence.



Le Programme d'urgence dans les musées (MEP)

> En 2002, l'ICOM a lancé le Programme d'urgence dans les musées (*Museums Emergency Programme*, MEP) en tant que contribution institutionnelle en soutien à la mission de l'ICBS. Le MEP poursuit ses activités. Le Programme répondra à un besoin global des musées : développer des compétences en matière de gestion des risques en cas de catastrophes. Tout en privilégiant la formation et la collaboration au sein des collectivités régionales, il s'efforcera de sensibiliser à la vulnérabilité des musées et de créer des réseaux régionaux autonomes équipés d'instruments et de documents de référence de base. (Pour une description des activités antérieures, voir *les Nouvelles de l'ICOM* n°3, 2002 et n°2, 2004.)

Publications MEP

> L'ICOM a publié les actes du Colloque international "Patrimoine culturel : prévention et gestion des risques" organisé par l'ICOM à Hyderabad (Inde) en novembre 2003. La publication est en anglais, avec des résumés en espagnol et en français de tous les articles présentés et sera bientôt disponible sur notre site Web au format PDF. Puisque la diversité culturelle et linguistique constitue un point fort caractéristique de l'ICOM, les formats multilingues sont utilisés pour faciliter et élargir l'accès aux informations. Des éditions révisées des principales publications de l'ICOM sur les musées et la sécurité sont prévues, ainsi que de nouvelles publications sur les musées et la gestion des risques, en étroite collaboration avec le Comité international pour la sécurité dans les musées (ICMS).

La bibliographie du MEP

> La bibliographie du projet MEP, initiée par l'ICOM, permet d'identifier des publications sur les divers aspects de la prévention et de la gestion des situations d'urgence, ouvrages pouvant être utiles à ceux qui mettent en oeuvre des activités associées aux différents modules du Programme d'urgence dans les musées. Grâce au *Getty Conservation Institute* (GCI), la bibliographie MEP a été élaborée sous forme de base de données consultable, disponible en ligne (<http://gciibib.getty.edu/asp/>).

> L'éventail des sujets est vaste : depuis les types spécifiques de situations d'urgence jusqu'aux différents types de patrimoine qu'elles peuvent concerner. La bibliographie reflète également les divers processus de gestion intégrée des situations d'urgence, l'analyse des risques et des plans d'urgence, etc.

Le programme éducatif MEP

> Dans la stratégie globale MEP, l'éducation joue un rôle crucial pour améliorer la gestion des situations d'urgence dans le domaine du patrimoine. Le cours "Travail d'équipe pour la gestion intégrée des situations d'urgence" ("Teamwork for Integrated Emergency Management") privilégiera une approche de création des moyens d'action vis-à-vis de l'évaluation des risques et de la gestion des catastrophes, en combinant ateliers de formation et expérience pratique acquise sur le long terme. Le cours montrera aux participants comment entreprendre une évaluation des risques, développer des plans d'urgence et appliquer des stratégies adaptées à leurs propres institutions.

> Celui-ci sera proposé sous forme d'un projet stratégique (sur une durée de huit mois) destiné à aider les musées à évaluer les risques, ainsi qu'à se préparer et à réagir aux catastrophes naturelles et humaines. Les participants au cours seront des institutions de préférence à des individus, afin d'obtenir un effet local durable important et d'impliquer les institutions déjà engagées dans la formation d'autres musées de la même région.

> Le cours, proposé à l'échelon régional, débutera par une formation pilote qui commencera durant la seconde quinzaine d'août 2005, à Bangkok (Thaïlande), pour la région asiatique. Le programme sera personnalisé en fonction de chaque région où il est dispensé, et adapté au contexte, traditions et techniques locales.

> Le cours "Travail d'équipe pour la gestion intégrée des situations d'urgence" est organisé en partenariat avec le *Getty Conservation Institute* et l'ICCROM. Pour en savoir plus, consultez le site : <http://www.getty.edu/conservation/education/mep/index.html>

Initiative de l'ICOM : Secours aux musées en cas de catastrophes (*Disaster Relief for Museums*)

La participation de l'ICOM à la mobilisation internationale face au tsunami du 26 décembre 2004 a débouché sur une triple création : un groupe d'intervention (*Disaster Relief for Museums Task Force*), un fonds (*Disaster Relief for Museums Fund*) et un site Internet. Le savoir acquis, le réseau professionnel mis en place et la documentation collectée grâce au programme MEP au cours des trois dernières années ont permis de créer rapidement notre site.

> Ces trois composantes des activités de l'ICOM – Bouclier bleu, MEP et l'initiative de l'ICOM, Secours aux musées en cas de catastrophes (DRFM) – visent toutes à développer et à diffuser les outils dont les musées ont besoin pour mieux protéger notre patrimoine culturel dans des conditions extrêmes.



Museums Emergency Programme
Programa de Urgencia en los Museos
Programme d'urgence dans les musées

Groupe d'intervention DRFM et Fonds DRFM

par **Pavel Jirásek**

Président de l'ICMS et du Groupe d'intervention DRFM

La fin de l'année dernière a été tragique pour les pays et les régions du Sud-Est asiatique. On a déjà beaucoup écrit sur le nombre sans précédent des victimes, sur l'étendue des dégâts matériels et sur la destruction du patrimoine naturel et culturel. Comme toujours, l'ampleur de la tragédie peut être imputée à l'insuffisance des mesures préventives qui, nous le savons par notre travail muséologique, ne peuvent pas empêcher les catastrophes naturelles alors qu'elles peuvent en atténuer considérablement les conséquences. Avec humilité et respect, nous avons suivi la lutte des populations locales tout au long de cette terrible péripétie, comptant que l'assistance allait affluer rapidement de toutes les parties du monde pour soulager la détresse infligée par le tsunami.

> Il est, bien entendu, naturel de sauver en priorité les vies humaines. La première vague d'assistance s'est donc portée sur les secours d'urgence et sur l'aide médicale et alimentaire. Aujourd'hui, des mois après la catastrophe, l'infrastructure est peu à peu remise sur pied, notamment par la restauration du patrimoine culturel des pays affectés. Et c'est là qu'intervient le rôle de l'ICOM, l'une des ONG les plus en vue. Très peu après le tsunami, le Secrétaire général a mis en place le Groupe d'intervention de secours aux musées en cas de catastrophes (*Disaster Relief for Museums Task Force*). Ce groupe multidisciplinaire composé d'experts des musées coordonne via le Fonds DRFM (*Disaster Relief for Museums Fund*) l'aide internationale apportée aux musées dans les zones touchées par la catastrophe. Précisons que ces mesures ont fait suite à des échanges menés sur le site Web ICOM-L.

> A présent, nous voici confrontés à la situation post-tsunami. L'initiative commence à recevoir des fonds et nous espérons que cet afflux va continuer. Les nouvelles nous parvenant de la région indiquent que la forme d'aide la plus bénéfique est financière. Toutefois, nous n'avons pas encore suffisamment d'informations sur l'étendue réelle des dégâts et sur les besoins spécifiques des organisations individuellement affectées. D'après mon expérience des inondations qui ont touché la République tchèque en 2002, je sais qu'une information rapidement diffusée sur les dommages causés est suivie d'un afflux immédiat de fonds. D'où la nécessité d'indiquer avec précision – et de constamment actualiser – toute information portant sur l'étendue des dommages subis par chacun des musées, ainsi que de recourir à des cas spécifiques lors d'une campagne de collecte de fonds.

> Il convient aussi d'examiner le fonctionnement de l'ICOM face à de semblables situations dans l'avenir. Aujourd'hui, 29 mars, à l'heure où j'écris, les agences de presse mondiales recommencent à parler de séismes dévastateurs en Asie du Sud-Est. Et, malheureusement, ce n'est pas la fin de toutes les catastrophes ; bien d'autres suivront encore. Notre rôle est d'autant plus important qu'il établit des procédures d'intervention pour les catastrophes aussi bien présentes que futures.

> Le Groupe d'intervention est chargé d'une autre tâche : aider notre Organisation à définir une politique pour faire front aux catastrophes. Cette politique indiquera comment obtenir des informations actualisées des régions affectées, comment mettre sur pied une équipe d'étude et comment coordonner nos activités avec d'autres ONG et des structures locales.

> Grâce aux contributions généreuses des membres de l'ICOM, le tout jeune Fonds offre une occasion unique d'enrichir les activités de notre Organisation d'une nouvelle dimension... Alors, qu'on la saisisse !



Le site Internet DRFM

par **Carla Bonomi**

Assistante Web, ICOM Secrétariat

Le site Internet DRFM (Secours aux musées en cas de catastrophes) peut être vu comme une interface avec le public en général, le fruit de l'alliance entre les préoccupations du MEP (le Programme d'urgence dans les musées) et les grandes orientations du Comité international du Bouclier bleu (ICBS).

> Le site vise aussi un double objectif : la prévention et l'assistance. Il est conçu pour faciliter les réactions internationales aux menaces ou aux urgences en spécifiant, notamment, la situation géographique des musées.

> Vous y trouverez des publications, des bibliographies, une base de données consultable en ligne, des listes d'adresses et des outils pour répondre aux besoins de diffusion des compétences en matière de prévention et de gestion des situations d'urgence.

> La page "News", régulièrement mise à jour, informe sur les récentes menaces et urgences, notamment en publiant des rapports émanant de collaborateurs sur le terrain.

> Afin de recueillir des informations sur les musées frappés par une catastrophe, le site propose un formulaire de déclaration de catastrophe "Disaster Reporting Form" permettant d'évaluer les dommages et d'identifier les besoins d'assistance.

> Le site fournira des informations sur la manière dont le Fonds DRFM est utilisé pour aider les institutions responsables du patrimoine culturel et naturel qui se retrouvent victimes de catastrophes.

> Vous pouvez consulter notre site Web à cette adresse :

http://icom.museum/disaster_relief/

> Pour transmettre des informations relatives aux catastrophes – rapports, mises à jour ou suggestions : drtf@icom.museum

Musées et Catastrophes

Les musées essentiellement axés sur les catastrophes naturelles ou humaines entretiennent un lien étroit avec le site du désastre. En tant que mémorial, ils honorent les victimes et documentent leur histoire. Musées à thème, ils ont une vocation éducative et expérimentale, d'autant plus qu'ils sont investis d'une mission : aider au rétablissement et empêcher la répétition d'événements tragiques par le biais de l'expérience muséale.

Pour approfondir le débat et connaître d'autres sites de musées consacrés aux catastrophes, consultez <http://www.icom.museum>.



Photo d'archive du *Pacific Tsunami Museum*

Science et Histoire face au tsunami du Pacifique

par Donna W. Saiki

Situé dans le vieux centre-ville de Hilo, le *Pacific Tsunami Museum* se dresse comme un vibrant témoignage de l'histoire de Hilo et des effets qu'ont infligés les tsunamis sur cette ville portuaire. La science, l'Histoire et des récits personnels s'entrelacent à travers une visite ponctuée de présentations guidées et des films documentaires qui font de ce musée un lieu aussi enrichissant qu'informatif. Une technologie de pointe offre aux visiteurs une expérience interactive à chaque étape de leurs parcours.

> La mission du musée découle de notre expérience collective : "Nous pensons que par le biais de l'éducation et de la sensibilisation au phénomène des tsunamis, plus personne ne doit trouver la mort dans un tsunami à Hawaii."

> Le *Pacific Tsunami Museum* a été fondé en vue de quatre objectifs fondamentaux :

- 1) Diffuser une pédagogie destinée au grand public concernant les tsunamis afin de mieux sécuriser les populations de Hawaii et de la région Asie/Pacifique.
- 2) Préserver l'histoire sociale et culturelle de Hawaii en rapport avec les grands tsunamis qui ont agi sur le développement de cette région.
- 3) Encourager la recherche et les échanges culturels en servant de centre international de recherches et d'études des tsunamis.
- 4) Fonctionner en tant que mémorial "vivant" en hommage à ceux qui ont perdu leurs vies dans un tsunami.

> A l'origine de la fondation du musée fut un groupe de survivants aux tsunamis qui relatèrent leurs expériences. Au cours de ses trois premières années d'existence, le *Pacific Tsunami Museum* posa des jalons en créant une organisation à but non lucratif et en recueillant des fonds publics et des dons privés. Un directeur à temps partiel fut recruté et, de 1994 à 1998, les activités du musée se bornaient à un simple bureau de fonction. En novembre 1997, la *First Hawaiian Bank* fait don au musée de son bâtiment historique (sis au 130 Kamehameha Avenue) permettant au musée d'ouvrir ses portes au public, en juin 1998, avec une exposition offerte par le *Bishop Museum*.

> Partant du principe que les efforts de sensibilisation au phénomène des tsunamis devraient se pratiquer de manière continue, la FEMA (*Federal Emergency Management Agency*) nous accorde en 1998 une subvention pour la prévention des risques (*FEMA Hazard Mitigation Grant*). Ces 300 000 dollars financèrent la mise en place des expositions et des programmes pédagogiques. Grâce à une technologie de pointe et aux recherches scientifiques menées par une équipe universitaire locale ainsi que par des membres de la collectivité et du bureau, onze grandes expositions ont pu voir le jour. Le personnel du musée se compose actuellement d'un directeur bénévole et d'employés rémunérés – un archiviste-conservateur, une assistante administrative et une assistante du service visiteurs – épaulés par une vingtaine de guides bénévoles qui s'occupent de la programmation quotidienne du musée. Vu le nombre d'heures consacrées par des bénévoles pour mener à bien l'organisation des expositions et des programmes pédagogiques, le musée témoigne en particulier de la solidarité et de l'engagement de notre collectivité locale.

> Depuis sa création, le musée collabore activement avec la communauté scientifique y compris avec les centres régionaux spécialisés (*International Tsunami Information Center, Pacific Tsunami Warning Center, Pacific Disaster Center*) et l'université de Hawaii. Par ailleurs, le musée coopère avec des chercheurs et des spécialistes en géophysique et en sciences de la mer ainsi qu'avec des éducateurs auprès d'un large éventail d'institutions internationales, laboratoires, universités, centres de recherches d'état ; entre autres au Chili, à Fidji, en Italie, au Japon, en Russie, à Manoa, et ailleurs aux États-Unis.

> Le musée a eu l'honneur d'être choisi par l'UNESCO comme modèle de coopération entre les collectivités locales, les scientifiques et les instances

gouvernementales en matière d'éducation aux situations à risques et il a été invité à donner une présentation lors de la première réunion des aquariums, des musées et des centres de sciences tenue en France en 1999 au terme du programme de la *Décennie internationale pour la prévention des catastrophes naturelles*.

> Le musée a été cité au niveau national par la FEMA, en 2001, comme exemple remarquable de projet de réduction des risques qui met en avant un danger potentiel en fournissant une pédagogie efficace. Notre site Web (www.tsunami.org) donne accès aux archives photographiques des tsunamis, à la Webcam sur Hilo, et aux liens pertinents des sources d'informations sur le tsunami.

> Les habitants de Hilo s'identifient au musée car beaucoup d'entre eux ont survécu à un tsunami. Or, ce musée s'avère essentiel à la croissance économique de l'est de Hawaii où les habitants souffrent depuis la disparition du commerce du sucre. Notre musée se situe au sein du "vieux Hawaii" dans un bâtiment historique, créé par C.W. Dickey en 1931. Il serait souhaitable de le réaménager pour mettre en valeur les expositions et les services afin de renforcer ainsi notre attachement au passé et à l'avenir de Hawaii.

Contact : Donna W. Saiki, Directrice
Pacific Tsunami Museum, (Hilo, Hawaii, Etats-Unis)
Tél. +1 808 935 0926 - Email : curator@tsunami.org

La Coalition internationale des musées des sites historiques de la conscience : agir sur le terrain

par Liz Sevchenko et Valmont Layne

En 1999, les représentants des neuf sites historiques pionniers – *District Six Museum* (Afrique du Sud), Musée du Goulag (Russie), Musée de la guerre de Libération (Bangladesh), *Lower East Side Tenement Museum* (Etats-Unis), Maison des Esclaves (Sénégal), *National Park Service* (Etats-Unis), *Memoria Abierta* (Argentine), Mémorial de Terezin (République tchèque) et *The Workhouse* (Royaume-Uni) – ont uni leur forces autour de la déclaration suivante : "Nous partageons la conviction qu'il revient aux sites historiques d'aider le public à établir des liens entre l'histoire de notre site et ses implications contemporaines. Pour nous, stimuler le dialogue sur les questions sociales urgentes et promouvoir les valeurs humanitaires et démocratiques, représentent une tâche essentielle."

> Nous nous sommes engagés à coopérer pour élaborer des stratégies efficaces permettant de faire de nos lieux de mémoire des centres de dialogue sur les questions contemporaines. Notre objectif est de transformer les musées des sites historiques, lieux d'apprentissage passif, en des lieux d'engagement citoyen actif. Nous voulons utiliser l'histoire propre à nos sites – qu'il s'agisse d'un génocide, d'une violation des droits civiques ou d'un triomphe de la démocratie – pour inciter au dialogue à partir de ces questions : comment et où ces problèmes sont-ils toujours d'actualité ? Comment les aborder ? A cette fin, nous collaborons avec de grandes organisations de défense des droits de l'homme pour exploiter au mieux le pouvoir qu'ont les lieux de mémoire d'encourager les citoyens à participer aux luttes menées au nom de la vérité et de la justice.

> Dans notre coalition, beaucoup de nos musées des sites concernent la mémoire des catastrophes générées par l'homme et ayant entraîné de lourdes pertes en vies humaines et la destruction du patrimoine culturel. Il s'agit des guerres, des génocides, de la dictature, de l'esclavage, du colonialisme, de l'apartheid, de l'exploitation et autres formes de violence, de discrimination et de racisme.

> Le Musée du Goulag à Perm-36, en Sibérie, est le seul camp de travail stalinien en Russie conservé comme site historique. Centre éducatif sur le système du goulag, le musée organise des débats avec les visiteurs, propose des visites guidées avec d'anciens gardiens et prisonniers. Il accueille également des conférences internationales sur des questions liées aux droits de l'homme, invitant responsables politiques et défenseurs de ces droits à utiliser l'histoire du goulag pour réfléchir à l'avenir de la démocratie en Russie. Le Musée de la guerre de Libération, *Muktijuddha Jadughar*, à Dhaka, au Bangladesh, conserve les champs de la mort et autres sites associés au génocide perpétré en 1971, durant la guerre de Libération. Il utilise un "musée mobile" pour rappeler le souvenir de plus de 3 millions de Bengalis tués, 200 000 femmes violées et 10 millions de gens déportés avant la fondation de l'État-nation séculier démocratique, en décembre de la même année. Le Mémorial de Terezin, situé dans la petite forteresse de la ville bohémienne, en République tchèque, est le lieu où la Gestapo emprisonnait les contestataires du régime nazi, lequel fit de cette ville de garnison un ghetto juif et une station de transit vers les prisons et les camps de concentration. Des 140 000 hommes, femmes et enfants qui transitèrent par Terezin, moins de 4 000 ont survécu. Le *District Six Museum*, en Afrique du Sud, reconstitue l'histoire, la vie ouvrière et le patrimoine culturel du



Maison des esclaves,
Ile de Gorée, Sénégal
Photo : UNESCO/Dominique Roger

faubourg, auparavant "racialement intégré" qui fut entièrement rasé en 1966 pour faire place à une zone "pour blancs exclusivement".

La Maison des Esclaves, sur l'île de Gorée, au Sénégal, site inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1978, commémore les luttes et les souffrances des Africains au cours des centaines d'années que dura le commerce des esclaves (du XV^e au XIX^e siècle), lorsque des entrepôts tels ce musée servaient à "stocker" les esclaves achetés, vendus puis embarqués depuis le port abrité de Gorée à destination de l'Europe et, en particulier, des Amériques.

> La Coalition soutient ses membres en aidant à la création de nouveaux musées de site et en proposant des programmes de formation et d'échanges en vue de nouvelles initiatives : conférences, ateliers, ouvrages et concertations avec d'autres sites membres de la Coalition ; un réseau de communication pour fournir conseils d'orientation et actualités sur les initiatives des sites de conscience ; et bien d'autres ressources encore. Notre site Web multilingue (anglais, français, allemand, espagnol et russe, www.sitesofconscience.org) consacre une page à chacun des musées de la coalition. Notre première conférence internationale, intitulée "*Hands on District Six: Landscapes of Postcolonial Memorialisation*" (25-28 mai, à Cape Town), est actuellement en cours d'élaboration. Nous espérons pouvoir communiquer nos résultats dans un avenir très proche.

Contacts : Liz Sevchenko, Directrice - Coalition Office (New York, NY, Etats-Unis)
Tél. + 1 212 431 0233 - Email : coalition@tenement.org
Valmont Layne, Directeur – District Six Museum (Cape Town, Afrique du Sud)
Tél. + 27 21 461 4735 - Email : info@districtsix.co.za

Patrimoine culturel et Gestion des risques : les Déclarations de Kobe et de Kyoto

par **George Okello Abungu**

Conseil exécutif

Le tsunami, survenu le 26 décembre 2004 dans l'océan Indien, n'a pas seulement été une catastrophe d'une ampleur et d'une envergure considérable. Il a aussi été l'occasion d'un appel à la conscience de l'humanité. Il a mis en question notre capacité à réagir face à de telles catastrophes en dépit de toutes les grandes avancées technologiques. Sous le regard pétrifié du monde, les mers jusque-là calmes et pourvoyeuses de vie pour une multitude d'individus, se sont muées en un gigantesque raz de marée. En écumant de rage, en consommant tout ce qui était en vue et en transformant le milieu naturel et culturel, les eaux ont confirmé le caractère extrêmement fragile de notre environnement.

> A chacun se pose alors cette question : était-il possible de faire quelque chose pour atténuer les souffrances et les pertes ? Les rencontres de Kyoto et de Kobe sur la gestion des risques liés au patrimoine, déjà planifiées avant la catastrophe du tsunami, n'en sont devenues que plus nécessaires et urgentes. Toutes deux ont débouché sur d'excellentes recommandations. (www.unisdr.org/wcdr/ et www.icomos.org)

> D'un côté, la réunion de Kyoto, modeste et limitée à la protection des biens culturels, des sites historiques et de leurs environnements en Asie et dans la région Pacifique ; de l'autre, celle de Kobe, conférence mondiale organisée par les Nations Unies sur la prévention des catastrophes, où le patrimoine culturel ne représentait qu'un thème parmi d'autres. De ce fait, malgré les travaux déjà réalisés dans ce domaine par l'ICOM, l'ICOMOS, l'ICCROM, l'UNESCO et d'autres organisations internationales, c'est la première fois que le patrimoine culturel est pris en considération dans une conférence mondiale centrée sur la gestion des risques. Comme en témoigne la composition de l'assistance, ce dernier sujet était jusqu'alors réservé aux professionnels de disciplines telles que le génie civil, l'agriculture, la santé, la géologie, l'urbanisme et la topographie, mais pas aux spécialistes du patrimoine culturel. La conférence de Kobe a donc été un premier pas important vers l'ouverture d'un dialogue entre différents acteurs.

> Les résultats obtenus par ces réunions se prêtent à un certain nombre d'observations.

- Le patrimoine culturel est reconnu comme une ressource fragile et irremplaçable capable de promouvoir un développement durable. Le patrimoine est affecté, entre autres catastrophes, par les séismes, les tsunamis, les incendies, les inondations, les ouragans, la négligence et les guerres. Par conséquent, il est nécessaire d'intégrer les ressources culturelles et naturelles dans un processus plus large de gestion des sinistres et dans un cadre général de développement et de planification à tous les niveaux.
- Le savoir traditionnel (patrimoine culturel immatériel), révélé essentiel dans la prévention des risques et dans la gestion des sinistres (manifesté dans son rôle de sauvetage durant le tsunami), doit non seulement être préservé mais aussi transmis d'une génération à l'autre. D'autant que l'on a tendance à constater, dans le processus de réhabilitation et de rétablissement, une certaine insensibilité au patrimoine culturel ou aux traditions sociales des zones affectées. Pourtant, dans ce type de situations, le patri-

moine culturel (entre autres, l'architecture traditionnelle) apporte une continuité et un sens identitaire absolument essentielles et constitue par la suite une ressource de développement durable.

c) L'implication de la collectivité est jugée primordiale : les acteurs de la communauté détiennent le savoir local. Il est nécessaire donc de pratiquer recherche et formation avec la participation et l'adhésion de tous, y compris des organismes de développement bilatéraux et multilatéraux.

d) Mise en réseau et mise en commun des informations, des compétences, des connaissances et des expériences à tous les niveaux et entre les diverses organisations et instances chargées du patrimoine, telles sont les actions qui s'imposent. La gestion des risques liés au patrimoine culturel doit être traitée comme une priorité.

> Ces points ne représentent que quelques-uns des éléments essentiels, mais ils touchent à de vastes secteurs critiques qu'il faut prendre en considération si l'on veut mettre en place un véritable système de gestion des catastrophes.

> L'ICOM a tout à gagner à offrir ses compétences à cette noble cause, en essayant de réduire les effets négatifs des fléaux qui nuisent à notre patrimoine naturel et culturel, y compris les musées. Sa vaste expérience dans les domaines de la gestion des risques, telle que la pratique des musées à travers leurs travaux de conservation, de restauration, de recherche et de sauvegarde des collections, et ses 20 000 membres formant l'un des réseaux internationaux les plus puissants, font de l'ICOM l'organe le plus à même de définir l'ordre du jour de la gestion des risques liés au patrimoine culturel. Aujourd'hui, les musées servent de centres culturels communautaires et, à ce titre, sont parfaitement aptes à mobiliser les efforts de la collectivité locale et à impliquer tous les partenaires dans la formation et dans la diffusion des informations pertinentes.

> Les multiples et excellents programmes de l'ICOM en matière de prévention et de gestion des risques méritent davantage de publicité dans les réunions stratégiques consacrées au patrimoine culturel. Il est indispensable de coopérer, de mettre les informations et les compétences en réseau et en commun avec d'autres instances impliquées dans le même secteur. La tendance à monopoliser les projets, que ce soit

au niveau individuel ou à celui des organisations, ne profite à personne. Et pour sa promotion, plutôt que de limiter les informations à ses seuls membres, l'ICOM doit montrer au monde entier l'excellent travail qui fait sa réputation. Elle doit aussi faire preuve de dynamisme et prendre la place qui lui revient parmi les organisations qui s'occupent aujourd'hui des questions liées au patrimoine, tout en s'efforçant de faire coïncider la gestion des risques avec sa propre vision de l'avenir.

Contact : George Okello Abungu
abungu@jambomail.com